

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Communauté de Communes
de l'Île d'Oléron (17)
59 route des Allées
Boîte Postale 85
17310 Saint Pierre d'Oléron

AVIS DE MARCHÉ (AVIS RECTIFICATIF)

SERVICES

AVIS DE MARCHÉ - rectificatif

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17).

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Services généraux des administrations publiques.

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre: Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO.

Description: Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO

Procédure accélérée: NON.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.

Nomenclature principale (cpv): 92610000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Pays: France.

2.1.3 Valeur

2.1.4 Informations générales

Base juridique : Directive 2014/23/EU

2.1.5 Conditions de passation des marchés

2.1.6 Motifs d'exclusion

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: DSP2026-01.

Titre: Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO.

Description: Le Concessionnaire gère l'équipement à « ses risques et périls ». Il devra gérer l'équipement, en respectant l'ensemble des vocations souhaitées : scolaire (initiation, apprentissage), loisirs (amusement, détente), sportive (forme-santé, performance...). Il assurera la sécurité maximale des utilisateurs, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. De manière générale, le Concessionnaire sera à titre principal responsable de : l'accueil des usagers (public, scolaires, associations et clubs sportifs) et de la gestion courante ; l'animation, la commercialisation et la promotion du Centre aquatique dans toutes ses dimensions (espace piscine, espace forme, espace balnéo, parc aquatique) ; exploiter toutes activités de services accessoires au service public délégué, telles que la vente de produits liés au domaine aquatique ou la mise en place de distributeurs automatiques. Le Concessionnaire assurera également l'exploitation administrative, technique, commerciale et financière du service à ses risques et périls, et notamment à ce titre : la reprise du personnel de l'actuel délégataire en application de l'article L. 1224-1 du code du travail et, le cas échéant, le recrutement et le management de tout le personnel nécessaire à l'exploitation du service ; l'acquisition et le renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, tel qu'il sera défini dans son offre et repris en annexe à la convention de délégation de service publique, ainsi que des fournitures nécessaires à l'exploitation, étant souligné que La CC de l'Île d'Oléron n'aura à sa charge que les biens mis à disposition dès la prise d'effet de la convention ; la mise en œuvre d'une stratégie commerciale, notamment marketing (communication et commercialisation) pour assurer la fréquentation du service dans toutes ses composantes) ; le maintien et le développement de la mise en réseau avec les partenaires locaux (office tourisme, associations, commerçants, prestataires d'activités, comités d'entreprises,...) ; le respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires actuelles ou futures afférentes aux activités, ouvrages, équipements et installations faisant l'objet de la délégation de service public ; l'entretien de l'ensemble des ouvrages, des installations techniques, mais aussi des espaces extérieurs intégrés dans le périmètre de la délégation ; la gestion administrative, financière et comptable. Le Concessionnaire pourra subdéléguer à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées tout en conservant la responsabilité entière du service et sous la condition d'un accord préalable express de la Communauté de Communes. L'ensemble des biens mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE seront récapitulés dans une annexe à la convention. Le centre aquatique présente les principales caractéristiques suivantes : espaces d'activités (piscine - balnéo - forme - parc

aquatique) ; espaces d'accueil et de services (accueil - restauration légère - administration locaux du personnel - vestiaires et sanitaires des espaces piscine, balnéo, forme, parc aquatique) ; espaces technique (locaux techniques - espaces techniques extérieurs).

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.
Classification CPV: 92610000.

5.1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution: Centre aquatique ILEO. route du Stade.
Ville: DOLUS D'OLERON.
Code Postal: 17550.
Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 60.

5.1.4 Renouvellement

5.1.5 Valeur

Valeur (hors TVA): 7500000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Informations complémentaires: La durée du contrat est fixée à soixante-un mois à compter de sa notification. La durée du contrat est décomposée en deux périodes : une période de préfiguration estimée à un mois, à compter de la notification du contrat jusqu'à la mise à disposition de l'équipement, dédiée notamment à la mise en place de l'équipe d'exploitation, à la prise en main de l'équipement ; une période d'exploitation du service public de soixante (60) mois, à compter de la mise à disposition de l'équipement. La date prévisionnelle de notification du contrat est fixée au 1er décembre 2026, soit un mois avant la date prévisionnelle de mise à disposition de l'équipement, qui est fixée au 1er janvier 2027..

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis.

Description : La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : des garanties professionnelles et financières.

Description : La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code travail.

Description : La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Qualité :

Nom : Qualité, cohérence et fiabilité financière de l'offre.

Description : Qualité, cohérence et fiabilité financière de l'offre.

Ordre d'importance : 1

Critère Qualité :

Nom : Qualité des services proposés aux usagers.

Description : Qualité des services proposés aux usagers.

Ordre d'importance : 2

Critère Qualité :

Nom : Qualité, pertinence et adaptation des moyens et compétences mis en œuvre par rapport aux missions que le concessionnaire devra exécuter et à l'objectif de pérennité des installations.

Description : Qualité, pertinence et adaptation des moyens et compétences mis en œuvre par rapport aux missions que le concessionnaire devra exécuter et à l'objectif de pérennité des installations.

Ordre d'importance : 3

5.1.11 Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint.

Protection des informations particulièrement sensibles

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Soumission électronique : Requête
Date limite de réception des offres : 26/02/2026 à 12:00.
Adresse pour la soumission : www.marches-securises.fr.
Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Conditions de présentation :

Informations complémentaires : Le dossier candidature à fournir comprend les pièces suivantes : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription ou au registre du commerce ou de la profession. Description : 1 - Lettre de candidature ou DC1 ; 2 - Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L.3123-11, et à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique ; 3 - Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ; 4 - Documents relatifs à la situation propre aux opérateurs économiques. Capacité économique et financière : 5 - extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ; 7 - attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la délégation. Capacité technique et professionnelle : 8 - Présentation de l'entreprise. En cas de groupement, devront être clairement précisés : l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du projet ; 9 - son savoir-faire en matière de réalisation et d'exploitation en rapport avec l'objet de la délégation ; 10 - les références pertinentes vérifiables du candidat au cours des trois dernières années pour les missions d'exploitation, relatives à des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation ; 11 - note décrivant les moyens techniques et humains du candidat (effectifs par catégorie de personnels, qualifications, outillage, matériels, équipements techniques)..

Conditions du marché :

Facturation électronique : Requête

5.1.15 Techniques

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Poitiers

Informations relatives aux délais de recours : Informations auprès du Tribunal administratif de Poitiers. Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (art. L. 551-1 et svt du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (art. L. 551-1 et svt du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Poitiers

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17).

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 24170062400026.

Adresse postale : 59 route des Allées.

Adresse postale : 59 route des Allées. CS 70085.

Ville : SAINT-PIERRE D'OLÉRON.

Code postal : 17310.

Pays : France.

Adresse électronique: service-marches@cdc-oleron.fr.

Téléphone: +33 546472468.

Télécopieur: +33 546471288.

Adresse internet: <https://www.cdc-oleron.com/>.

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>.

8.2 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif de Poitiers.

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 17860004500029.

Adresse postale : Hôtel Gilbert.

15 rue de Blossac. CS 80541.

Ville : POITIERS CEDEX.

Code postal : 86020.

Pays : France.

Adresse électronique: greffe.ta-poitiers@juradm.fr.

Téléphone: +33 549607919.

Section 10 : Modifications

Version de l'avis antérieur à modifier : 58515-2026

Principale raison de la modification : Mise à jour d'informations

Description : 5.1.12 Conditions du marché public - Conditions de présentation : Le dossier candidature à fournir comprend les pièces suivantes : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription ou au registre du commerce ou de la profession. Description : 1 - Lettre de candidature ou DC1 ; 2 - Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L.3123-11, et à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique ; 3 - Justification du

respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ; 4 - Documents relatifs à la situation propre aux opérateurs économiques. Capacité économique et financière : 5 - extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la délégation de service public ; 6 - Déclaration sur l'honneur concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ; 7 - attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la délégation. Capacité technique et professionnelle : 8 - Présentation de l'entreprise. En cas de groupement, devront être clairement précisés : l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du projet ; 9 - son savoir-faire en matière de réalisation et d'exploitation en rapport avec l'objet de la délégation ; 10 - les références pertinentes vérifiables du candidat au cours des trois dernières années pour les missions d'exploitation, relatives à des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation ; 11 - note décrivant les moyens techniques et humains du candidat (effectifs par catégorie de personnels, qualifications, outillage, matériels, équipements techniques)

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :b4c86a15-b361-4599-b8cf-35647e7124ec
Type de formulaire: Mise en concurrence.
Type d'avis : Avis de marché – directive générale, régime ordinaire.
Date d'envoi de l'avis: 29/01/2026 à 10:03.
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.

11.2 RÉFÉRENCE DE L'AVIS ORIGINAL

Référence de l'avis au JO : 58515-2026 du 2026-01-27